

Fiche d'information Le projet sur le futur de l'Amérique du Nord 2025

De nouveaux documents obtenus par le Conseil des Canadiens fournissent des preuves accablantes de la façon dont l'intégration de l'Amérique du Nord est en train d'être faite furtivement. Ils décrivent une série de rencontres à huis clos de représentants des gouvernements et de chefs d'entreprises du Canada, du Mexique et des États-Unis pour discuter entre autres de sujets comme l'exportation de l'eau en vrac, un périmètre conjoint de sécurité et un pacte continental des ressources, le tout dans le but explicite d'aider les politiciens décideurs à poursuivre l'intégration de nos trois pays.

Le projet sur le futur de l'Amérique du Nord 2025 (**North American Future 2025 Project**) mené par le Center for Strategic and International Studies (CSIS) des États-Unis, en collaboration avec le Conference Board du Canada et le Centro de Investigación y Docencia Económicas (CIDE), tient actuellement une série de « tables rondes à huis clos » avec des « praticiens » du gouvernement et des « intéressés » du secteur privé pour « renforcer la capacité des fonctionnaires des administrations canadiennes, américaines et mexicaines et celle de leurs législatures respectives *d'analyser, de comprendre et d'anticiper l'intégration de l'Amérique du Nord* (c'est nous qui soulignons).

Voici ce que les documents que le Conseil des Canadiens a obtenus à la suite d'une fuite révèlent :

- **Les exportations d'eau en vrac sont discutées** : une table ronde sur « le futur de l'environnement nord-américain » qui doit avoir lieu vendredi le 27 avril 2007 à Calgary discutera de questions comme « la consommation d'eau, les transferts d'eau et les déviations artificielles d'eau en vrac » dans le but de réaliser « l'utilisation conjointe optimale de l'eau disponible ». Comme l'eau était comprise à titre de « bien », de « service » et « d'investissement » dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), dès que le Canada commence à exporter de l'eau douce aux États-Unis à des fins commerciales, le robinet ne peut plus être fermé.
- **Le gouvernement canadien participe intimement au processus** : « Pour respecter l'échéancier souhaité de ce projet, » le rapport du CSIS « dressera ses hypothèses en s'appuyant sur les scénarios de projection existants [et] sur le *travail d'examen du futur* pertinent concernant chacun des six sujets sur lesquels *les trois gouvernements se sont entendus*, c'est-à-dire la mobilité de la main-d'œuvre, l'énergie, l'environnement, la

compétitivité et l'infrastructure et la logistique frontalières » (c'est nous qui soulignons). Ce sont exactement les mêmes domaines de politique qui sont en train d'être intégrés entre le Canada, le Mexique et les États-Unis par l'entremise de rencontres à huis clos de décisionnaires du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), convenu par les leaders des trois pays en mars 2005.

- **Ils ne sont pas en train de faire des recommandations, mais d'élaborer des politiques** : le CSIS n'est pas juste un quelconque groupe de réflexion. L'organisme se décrit lui-même comme « un partenaire du gouvernement en matière de planification stratégique ». Les documents révèlent que les trois gouvernements ont convenu « qu'il y aurait un avantage énorme pour les décisionnaires courants » si une table ronde sur les questions frontalières pouvait servir « de fondement en vue de l'élaboration d'un plan directeur des systèmes futurs d'infrastructure frontalière et de logistique concernant la mobilité de la main-d'oeuvre, l'énergie, l'environnement, la sécurité et la compétitivité. » Il est prévu que le rapport final du CSIS sera revu deux fois par les gouvernements du Canada, du Mexique et des États-Unis avant d'être présenté à nouveau en septembre 2007 aux trois gouvernements en anglais, en français et en espagnol, dans le but de « maximiser les répercussions sur les politiques. »
- **Il y aura des rencontres au Canada** : deux des rencontres à huis clos du CSIS auront lieu à Calgary les 26 et 27 avril 2007. La première, sur l'énergie, examinera « l'élaboration et le maintien de l'infrastructure physique et virtuelle assurant l'interconnexion des réseaux d'électricité, de pétrole et de gaz naturel entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. » La deuxième, sur l'environnement, examinera « les besoins futurs d'infrastructure et de logistique concernant, » entre autres choses, « l'eau ».

Enjeux clés du projet sur le futur de l'Amérique du Nord 2025

Qu'est-il arrivé à la démocratie?

Le CSIS prétend qu'il veut « saisir la toute meilleure réflexion sur les six thèmes qui seront couverts » dans ses tables rondes à huis clos. Pourtant, seulement entre 21 et 45 représentants gouvernementaux, chefs d'entreprises et « universitaires très spécialisés » seront consultés pour produire un rapport qui « permettra aux décideurs de prendre des décisions judicieuses, stratégiques et d'envergure en matière de politique concernant l'Amérique du Nord, *en mettant l'emphase sur l'intégration régionale* » (c'est nous qui soulignons). Si le CSIS voulait vraiment « la meilleure réflexion » sur l'intégration de l'Amérique du Nord, il n'aurait pas limité le débat à la seule participation de représentants gouvernementaux, de chefs d'entreprises et d'universitaires qui sont déjà dévoués au processus.

La cabale pour l'intégration continentale plus profonde

Cette dernière ronde de rencontres secrètes a lieu dans un environnement déjà axé fortement sur l'intégration furtive du Canada et des États-Unis par l'entremise d'ententes comme le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) qu'aucun des trois gouvernements qui y participent, ou leurs citoyens, n'ont débattues. Des groupes de pression des grandes entreprises comme le Conseil canadien des chefs d'entreprise et le Council of the Americas (États-Unis), et maintenant des groupes de réflexion sur les politiques comme le CSIS, le CIDE et le Conference Board du Canada, ont obtenu l'accès au processus d'intégration au niveau de la prise des décisions. Aucun rôle équivalent n'a été accordé aux syndicats, à la société civile ou même au Parlement du Canada.

Questions clés concernant le projet sur le futur de l'Amérique du Nord 2025

Qui fait partie de ces tables rondes à huis clos?

Qui sont ces « praticiens » du gouvernement qui ont été invités à participer aux tables rondes à huis clos du CSIS? Est-ce que ce sont des bureaucrates, des membres du Cabinet, ou les deux? Qui sont les « intéressés » du secteur des affaires qui participeront? Est-ce que certains d'entre eux sont également des membres clés du Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC), un groupe de 30 PDG qui est actuellement en train d'appliquer le processus d'intégration par l'entremise du PSP?

Qui paye pour le rapport en question?

Le Center for Strategic and International Studies, le CIDE et le Conference Board du Canada sont les plus importants groupes de réflexion de l'Amérique du Nord en matière de politique publique. Le CSIS reçoit plus du tiers de son financement de sources gouvernementales et des entreprises. Le Conference Board du Canada est « financé exclusivement par l'entremise des droits que nous chargeons pour les services offerts au secteur privé et au secteur public. »

Quel est le rôle du Conference Board du Canada?

Une étude très contestée de 2006 du Conference Board sur les supposées barrières interprovinciales au commerce entre l'Alberta et la Colombie-Britannique a mené directement à la signature, derrière des portes closes, par les premiers ministres des deux provinces, de l'entente sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre, le TILMA. Quelles sont les politiques du gouvernement destinées à émaner du nouveau projet du CSIS sur l'intégration de l'Amérique du Nord?

Citations clés des documents du CSIS qui ont fait l'objet d'une fuite

Sur l'eau

« Parallèlement à la rareté relative de l'eau aux États-Unis et au Mexique, le Canada possède environ 20 % de l'eau douce de la Terre. »

Cela est tout simplement faux. Le Canada n'a pas une réserve illimitée d'eau douce. S'il s'y trouve beaucoup de lacs et de rivières, il détient seulement 7 % des réserves disponibles d'eau douce du monde, c'est-à-dire l'eau qu'on peut utiliser sans que l'écosystème en souffre ou sans diminuer le grand stock.

« Les décideurs profiteront d'une approche plus proactive pour explorer différentes solutions créatives au-delà des ententes courantes de gestion transfrontalière de l'eau que les États-Unis ont conclues avec le Mexique et avec le Canada. Une telle option pourrait être de conclure des ententes régionales entre le Canada, les États-Unis et le Mexique sur des questions comme la consommation d'eau, les transferts d'eau (et) les déviations artificielles de l'eau douce... »

Il n'y a pas d'eau de remplacement dans les Grands Lacs et la plupart des rivières convoitées par les États-Unis coulent vers le nord. Les utiliser pour abreuver les États-Unis exigerait des exploits extraordinaires de génie qui mèneraient inévitablement à la dévastation écologique en renversant le débit naturel de l'eau. Cela ferait aussi en sorte que le Canada perdrait rapidement le contrôle complet de son eau. Dans l'ALENA, l'eau est décrite comme un « bien ». Étant donné qu'en vertu de l'entente sur le libre-échange, « aucune des Parties ne peut adopter ou

maintenir une interdiction ou une restriction à l'exportation ou à la vente pour exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre Partie, » dès que le Canada commencerait à exporter de l'eau douce aux États-Unis, nous ne pourrions pas fermer le robinet.

En outre, la disposition de « traitement national » de l'ALENA donnerait aux compagnies d'eau américaines des droits égaux à ceux des compagnies canadiennes sur l'eau du Canada. Cela créerait une situation très semblable à ce qui s'est produit avec le secteur du pétrole et du gaz du Canada, qui appartient à plus de 50 % à des intérêts américains et où 70 % du pétrole du Canada file directement vers le sud.

« Les trois nations devront surmonter les défis bureaucratiques posés par leurs systèmes politiques et leurs régimes légaux différents, particulièrement si *l'objectif futur ultime* de l'Amérique du Nord est de réaliser *l'utilisation conjointe optimale de l'eau disponible* et de mettre en oeuvre des procédures qui aideront à éviter ou à résoudre les différends concernant l'eau devant les pressions sans cesse croissantes exercées à l'égard de cette ressource inestimable » (c'est nous qui soulignons).

La plus grande partie de la pression exercée en ce qui a trait à l'eau du Canada vient directement du gouvernement des États-Unis. En fait, Erik Peterson, dont le nom figure sur la liste du « personnel clé » du projet sur le futur de l'Amérique du Nord 2025 du CSIS, a dit que le gouvernement des États-Unis doit faire de l'eau l'une de ses principales priorités en matière de politique étrangère.

Par l'entremise du CSIS, Peterson a joint ses efforts à ceux d'ITT Industries, une entreprise géante de technologie hydraulique, de Proctor & Gamble, qui a créé un purificateur d'eau domestique appelé PUR et qui travaille avec l'ONU dans une entreprise mixte publique et privée dans les pays en voie de développement, de Coca Cola et de Sandia National Laboratories, pour lancer un institut de recherche mixte, le Global Water Futures (GWF).

GWF a pour mandat de mettre en oeuvre la politique des États-Unis en ce qui a trait à la crise mondiale de l'eau et de développer la technologie pour résoudre cette crise. Un rapport de septembre 2005 de GWF sur le futur de l'eau à l'échelle mondiale (« Addressing Our Global Water Future ») contient le passage suivant : « Les politiques qui focalisent sur l'eau dans les régions d'un bout à l'autre de la planète doivent être considérées comme un élément critique dans la stratégie nationale des États-Unis en matière de sécurité. De telles politiques doivent faire partie d'une stratégie élargie, complète et intégrée des États-Unis concernant les défis mondiaux en matière d'eau. »

Comme dans le cas du pétrole et du gaz du Canada, les États-Unis ont évidemment marqué leur volonté de mainmise sur les réserves d'eau du Canada et sont prêts à en faire une question de sécurité nationale si ces réserves ne filent pas vers chez eux.

Sur l'énergie

« Pour traiter la question de l'énergie, l'étude se fondera sur divers modèles élaborés dans chacun des trois pays, comme le Global Energy Futures Model et le Electricity Generation Cost Simulation Model élaborés aux Sandia National Laboratories; 'The Outlook for Energy: A View to 2030' préparé par ExxonMobil; et les données compilées par le Energy Information Agency du Département de l'Énergie des États-Unis. » .

Sandia National Laboratories a pour devise « d'assurer la paix et la liberté dans le monde par l'entremise de la technologie » et l'un de ses buts est de « maintenir la supériorité militaire et nucléaire des États-Unis ». La principale priorité d'ExxonMobil en matière de sécurité énergétique est « de soutenir le libre marché ouvert pour permettre aux consommateurs d'obtenir l'énergie dont ils ont besoin et pour favoriser l'innovation continue ». En ce qui a trait aux deux sources canadiennes citées comme des références en matière d'énergie dans la bibliographie préliminaire du CSIS, l'une est en fait un document du PSP, élaboré par le Canada, les États-Unis et le Mexique sur la vision nord-américaine du gaz naturel (« North American Natural Gas Vision »). Toute une participation canadienne au plan énergétique du CSIS pour l'Amérique du Nord!

« La coordination trilatérale de la politique énergétique est cruciale pour assurer la compétitivité future et la sécurité régionale de l'Amérique du Nord. »

Traduction : l'économie des États-Unis a besoin de l'accès garanti au pétrole et au gaz du Canada et du Mexique. Les limites à cet accès doivent être aplanies par l'entremise de discussions trilatérales à huis clos sur l'intégration de l'énergie.

Sur la main-d'oeuvre

« La transformation du système de production mondial et la demande croissante de main-d'œuvre mobile affecteront de façon inhérente les marchés nationaux et internationaux de la main-d'œuvre et les salaires d'ici 2025.

Pour demeurer compétitif dans l'économie mondiale, il importe que le marché de la main-d'œuvre de l'Amérique du Nord du 21^e siècle possède la flexibilité nécessaire pour répondre aux demandes de main-d'œuvre de l'industrie sur une base transitionnelle et d'une façon qui réagit aux forces du marché. »

Il n'est pas exagéré de dire qu'une réserve « flexible » de main-d'oeuvre signifie une réserve de main-d'oeuvre à bon marché, et tant mieux si « elle réagit aux forces du marché » au lieu d'exiger de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. Il est évident que la main-d'oeuvre coûte beaucoup moins cher dans des économies émergentes comme celles de la Chine et de l'Inde. Malheureusement pour un grand nombre de compagnies en Amérique du Nord qui ne peuvent pas simplement faire leur baluchon et déménager leurs opérations outre-mer (les compagnies d'énergie et de ressources, par exemple), demeurer « compétitifs » exigera une offre régulière de main-d'oeuvre à bas salaires. Des pourparlers sont en cours en ce moment à l'intérieur du cadre du PSP pour élargir le programme des travailleurs migrants du Canada afin d'englober plus de situations où il est acceptable de dépendre de travailleurs étrangers qui ont moins de droits.

Sur la sécurité

« Quelle que soit l'**architecture de sécurité de l'Amérique du Nord** qu'on finira par conceptualiser et à l'égard de laquelle on s'entendra, il est clair que la protection de l'infrastructure critique continuera d'être de la plus haute importance du point de vue de la protection de la vie humaine et pour assurer la stabilité économique nationale et de l'Amérique du Nord. L'infrastructure critique dont il est question ici concerne les secteurs suivants : l'agriculture, l'eau, la santé et les services d'urgence, l'énergie (électrique, nucléaire, hydraulique et gazière et

pétrolière), les systèmes de transports (transport aérien, routier, ferroviaire, les ports et les voies navigables), les réseaux d'information et de télécommunications et les systèmes bancaires et financiers » (c'est nous qui soulignons).

Un rapport de 2003 du CSIS sur l'intégration économique de l'Amérique du Nord proposait que le Canada et le Mexique travaillent avec les États-Unis pour prendre « des mesures concrètes pour créer un périmètre de sécurité nord-américain et pour poursuivre l'harmonisation des politiques en matière d'immigration et de réfugiés pour ceux qui viennent de pays qui ne font pas partie de l'ALENA. » La même année, le Conseil canadien des chefs d'entreprise publiait un rapport sur la sécurité et la prospérité et un nouveau partenariat canado-américain (« Security and Prosperity: Toward a New Canada-United States Partnership in North America »), qui proposait de « réinventer les frontières en... mettant l'accent sur la protection des abords de l'Amérique du Nord » et « en reconstruisant la capacité militaire du Canada à la fois pour défendre notre propre territoire et pour faire notre part afin d'assurer la sécurité continentale et mondiale ».

Les politiciens canadiens ont fini par convenir de toutes ces recommandations lorsqu'ils ont officialisé le Partenariat pour la sécurité et la prospérité en mars 2005.

Il semble maintenant à la lumière des nouveaux documents du CSIS que la focalisation sur l'intégration de la sécurité a été élargie afin d'inclure les procédures conjointes destinées à protéger la soi-disant infrastructure critique commune. D'après la liste ci-dessus, il est évident que le gouvernement des États-Unis a marqué sa volonté d'assurer la sécurité de presque tous les aspects de la vie canadienne, de nos aliments à nos routes en passant par nos pipelines et nos réseaux de télécommunications.

La création d'une Forteresse de l'Amérique du Nord ne mettra pas les Canadiens plus en sécurité. Elle servira seulement à nous aligner plus étroitement avec un programme des États-Unis qui largue les droits fondamentaux de la personne et les libertés civiles au profit de prétentions ténues d'amélioration de leur sécurité et de leur prospérité.